

Chris Millington

# LA FRANCE EN GUERRE

1940-1945

UNE HISTOIRE GLOBALE



Flammarion  
*Au fil de l'histoire*

LA DÉFAITE DE 1940  
LA COLLABORATION  
LA RÉSISTANCE  
L'HISTOIRE ET LA MÉMOIRE

VICHY  
LES PERSÉCUTIONS  
LA LIBÉRATION

Dans une synthèse très complète, l'historien Chris Millington offre une approche renouvelée de la France durant les années 1940-1945 au prisme de l'historiographie la plus actuelle : la question du genre, notamment le rôle des femmes combattantes, la question raciale éclairant des épisodes méconnus de la guerre dans l'Empire français ou encore le long travail de la mémoire.

Au fil d'une chronologie resserrée, l'auteur raconte cette histoire selon les temporalités des territoires de la France : la guerre y a trouvé des prolongations différentes que l'on soit à Paris, en Zone sud, en Algérie ou en Guadeloupe...

Loin des grands affrontements politiques à la Une des journaux, l'ouvrage s'attache aux parcours des Français confrontés à un événement d'une telle ampleur historique qui est associé pour beaucoup à la souffrance due à la faim ou aux persécutions. Des figures héroïques ou de simples témoins s'en détachent à l'instar de la résistante fondatrice du réseau du musée de l'Homme, Agnès Humbert ou du journaliste Léon Werth, qui donnent à ce livre une dimension très vivante et presque palpable plus de soixante-quinze ans après.

*Chercheur en histoire contemporaine, Chris Millington enseigne à l'université de Manchester. Auteur de plusieurs ouvrages, il a travaillé sur la Grande Guerre, la violence politique et le fascisme.*

**LA FRANCE EN GUERRE  
1940-1945**

DU MÊME AUTEUR

*Le massacre de Clichy. Violences politiques et policières au temps du Front populaire*, Editions Critiques, 2021.

*Le fascisme français : le 6 février 1934 et le déclin de la République* (avec Brian Jenkins), Editions Critiques, 2020.

**Chris Millington**

**LA FRANCE EN GUERRE  
1940-1945**

**Une histoire globale**

*traduit de l'anglais  
par Marie-Anne de Béru*

**Flammarion**

© Flammarion, 2022  
ISBN : 978-2-0802-4414-7

*À Matthew*  
*J'ai dédié la version anglaise de ce livre à ma fille Madeleine,*  
*j'en dédie la version française à mon fils Matthew,*  
*dans l'attente de notre premier voyage ensemble en France.*  
*Puissent-ils acquérir l'amour et le respect des cultures étrangères,*  
*de leur histoire, de leurs particularités et de leur langue*  
*qui manquent tant à notre monde d'aujourd'hui.*



# PRÉFACE

---

Le 9 mai 1940, Hitler se vanta ainsi devant les généraux de l'armée allemande : « Messieurs, vous êtes sur le point d'assister à la victoire la plus célèbre de l'Histoire. » L'invasion de l'ouest de l'Europe par les nazis avait commencé. La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas tombèrent rapidement. Il ne fallut que six semaines aux armées de Hitler pour conquérir la France. Leur choix de passer par les Ardennes, un terrain difficile, prit tous les chefs militaires alliés au dépourvu. Incapables de s'adapter à cette situation inattendue et privées de plan B, les puissances occidentales furent défaites en quelques jours. Alors que les Britanniques en déroute retraversaient la Manche, le maréchal Pétain, président du Conseil et héros de la Première Guerre mondiale, demanda l'armistice. Commencèrent alors les années sombres de l'Occupation.

Hitler infligea à la France une paix humiliante. Un accord financier punitif lui imposa de supporter les frais d'entretien des troupes d'occupation allemandes. Les effectifs de l'armée française furent drastiquement réduits, et sa flotte de guerre, confinée dans les ports. Plus d'un million de prisonniers de guerre furent détenus en otages dans des camps en Allemagne. Le territoire français lui-même fut

découpé en zones dont les plus grandes étaient la Zone occupée au nord et la Zone libre au sud, séparées par une frontière intérieure, la ligne de démarcation. Dans l'est, le III<sup>e</sup> Reich annexa l'Alsace et la Moselle et les germanisa à marche forcée, tandis que dans le sud-est, 800 kilomètres carrés tombèrent sous le contrôle des Italiens, dont la ville de Menton, réitalianisée, où les boutiques devaient désormais afficher un panneau : « Ici, on parle italien et on fait le salut fasciste. »

Au désespoir, la nation française se tourna vers Pétain. Peu nombreux furent ceux qui protestèrent lorsqu'en juillet 1940, le Maréchal liquida la III<sup>e</sup> République, le régime sous lequel la France avait été gouvernée depuis 1870. Beaucoup rendaient la République responsable de la catastrophe. Pétain fonda alors « l'État français », également connu sous le terme de régime de Vichy, où le gouvernement s'était établi, qui se promettait de transformer le pays en mettant en œuvre la « révolution nationale », une réforme radicale de la vie politique, sociale, économique et culturelle, et en persécutant ceux qu'il considérait comme ses ennemis, à savoir les Juifs, les communistes et les francs-maçons. Simultanément, Pétain chercha à se faire une place dans le nouvel ordre hitlérien en s'engageant dans une politique de collaboration. En l'espace d'à peine deux mois, la France bascula ainsi de la démocratie à l'autoritarisme.

La majeure partie de l'empire colonial français restait sous le contrôle de Vichy, ce qui fit de la révolution nationale une expérience globale. Les lois pétainistes furent appliquées aussi bien aux 25 millions d'habitants de l'Indochine et aux 16 millions de l'Afrique occidentale française qu'à ceux des plus petits hameaux des campagnes métropolitaines. Pour autant, les expériences furent nécessairement différentes : les gouverneurs des colonies et leurs subordonnés adaptèrent les directives de la métropole au contexte local, tout en conservant

leur nature répressive et discriminatoire. Dans le même temps, pour beaucoup de sujets de l'Empire, la guerre ne signifia ni invasion ni occupation étrangère ; dans ces territoires, c'étaient les Français qui étaient les envahisseurs et les occupants. Par conséquent, dans la mémoire coloniale de la guerre, les termes qui décrivent cette période sont différents. Pour les habitants caribéens de la Guadeloupe, par exemple, cela n'a guère de sens de parler de la Seconde Guerre mondiale en termes d'« Années sombres » ou d'« Occupation » : on évoque cette période en parlant de *La vie an tan Sorin* (« La vie au temps de Sorin »), du nom du gouverneur de l'île qui la soumit à une répression brutale.

Aux Français qui refusèrent d'accepter le gouvernement de Pétain, le général de Gaulle adressa un appel à la résistance. De Londres et de Brazzaville, au Congo français, de Gaulle mena, avec son mouvement de la France libre, une campagne de propagande et une campagne militaire contre le régime de Vichy. Ce combat pour libérer la France et ses territoires prit une ampleur globale : en 1940, des peuples coloniaux rejoignirent la France libre récemment créée. Le premier bastion du pouvoir de De Gaulle ne se trouva ainsi pas en Grande-Bretagne mais en Afrique équatoriale française. Une multitude de mouvements et de réseaux de résistance, grands et petits, opéraient quant à eux sur le territoire français. Ils cherchaient à dresser l'opinion publique contre le régime de Vichy et à nuire à l'occupant. Mais ce n'est qu'en 1942 que de Gaulle prit contact avec les résistants de métropole. L'unification de la France libre et de la Résistance de l'intérieur en 1942-1943 permit aux Français d'apporter une importante contribution à la libération de leur pays durant l'été 1944.

Les décennies qui ont suivi la Libération ont été marquées par l'expérience douloureuse des années de guerre. Elle est évoquée dans des romans et des films, commémorée par des

cérémonies et des monuments, décrite dans les manuels et inscrite dans les programmes scolaires (il s'agit probablement de la période la plus étudiée de l'histoire de France). À la fin des années 1980, d'après l'historien Henry Rousso, l'obsession de la France pour son passé vichyste est devenue pathologique – un « syndrome de Vichy » qui en fait « un passé qui ne passe pas<sup>1</sup> ». Le souvenir de l'Occupation constitue un champ de bataille entre différents groupes rivaux qui tentent d'imposer leur interprétation de la période dans la mémoire collective de la nation. Ces récits ont évolué pour s'adapter aux préoccupations politiques du moment et le passé n'est jamais loin. Comme Pierre Laborie l'a écrit en 2014 : « Incessantes, oppressantes à certains moments jusqu'à rendre la France malade de son histoire, les réminiscences des troubles, des moments de honte, et des crève-cœurs des jours sombres continuent de peser sur le présent<sup>2</sup>. »

Ce livre constitue une introduction à ces années noires. Je ne prétends pas offrir une histoire exhaustive du sujet. La littérature sur la France et l'Empire des années 1940-1944 est immense. Le but de cet ouvrage est de rendre justice à cette vaste enquête historiographique tout en la présentant de manière succincte et ordonnée. Il décrit les aspects de la guerre et de l'Occupation les plus cruciaux pour comprendre la période et relate l'expérience des Français dans toute sa diversité. Concentrer le sujet des différents chapitres afin d'en faire un exposé clair et pratique n'a pas été chose facile, et je les ai rédigés en pensant à mes étudiants afin de leur offrir un vade-mecum complet, aisé à lire, et, chemin faisant, accessible à un plus large public.

# LA DÉFAITE

---

Le 10 mai 1940, l'Allemagne nazie envahit la France. Le 25 juin, l'armée française et le Corps expéditionnaire britannique (CEB) sont en déroute, et Paris et Berlin déclarent un cessez-le-feu. Les combats ont duré six semaines mais, en réalité, la bataille a été perdue en quelques jours. Hitler et ses généraux avaient fait croire aux Alliés que le gros de l'offensive allemande arriverait par le nord à travers la Belgique. En fait, les nazis ont frappé plus au sud, dans la région des Ardennes relativement peu défendue. Lorsque la France et la Grande-Bretagne comprennent leur erreur, il est trop tard. Dès le 15 mai, l'armée allemande ayant percé les lignes françaises, le président du Conseil Paul Reynaud déclare à son homologue britannique Winston Churchill : « Nous sommes vaincus ; nous avons perdu la bataille <sup>1</sup>. » La Wehrmacht ne tarde pas à encercler les forces alliées. L'évacuation de Dunkerque permet aux Britanniques d'éviter la catastrophe mais les Français ont moins de chance. Le 17 juin, le maréchal Pétain, successeur de Paul Reynaud à la tête du gouvernement, annonce qu'il va rechercher la fin des hostilités avec l'Allemagne. Le 25 juin 1940, les combats cessent. L'écrivain Jean Guéhenno rapporte ainsi l'événement dans

son journal : « On a sonné le cessez-le-feu à minuit. Je ne savais pas que j'aimais tant mon pays. Je suis plein de douleur, de colère et de honte<sup>2</sup>. » La France a été vaincue.

La rapidité avec laquelle les Alliés se sont effondrés stupéfiait le monde entier. L'historienne Nicole Jordan parle de « l'une des plus grandes catastrophes militaires de l'histoire de l'humanité<sup>3</sup> ». À Washington, la perspective d'une invasion de la Grande-Bretagne, qui semble désormais inéluctable, inflige des nuits blanches au président Franklin Roosevelt. À Moscou, Staline, pressentant que l'attention de Hitler va se reporter sur l'Union soviétique, vitupère la capitulation française. Marc Bloch, historien médiéviste qui a participé à la bataille de 1940, concentre le feu de ses critiques sur la société française et impute la responsabilité du désastre à une décadence depuis longtemps présente à tous les échelons<sup>4</sup>. Le journaliste américain William Shirer attribue lui aussi ce qu'on a appelé « la débâcle » à des causes profondes : « Les Français n'avaient pas eu la volonté de lutter, ils étaient comme "drogués", même lorsque leur sol fut envahi par l'ennemi le plus détesté. Il y a eu un effondrement complet de la société et de l'âme française<sup>5</sup>. »

Jusqu'à la fin des années 1970, les historiens de la défaite ont eu tendance à s'inspirer de tels récits contemporains. En 1979, Jean-Baptiste Duroselle publie un livre sombrement intitulé *La Décadence*, qui connaît un immense retentissement. Cette étude des relations internationales françaises dans l'entre-deux-guerres condamne la classe politique d'alors, incapable de bâtir une réaction efficace aux menaces extérieures<sup>6</sup>. L'opinion publique semble adhérer à cette vision : un sondage publié en 1980 dans *Le Figaro magazine* révèle que plus de la moitié des personnes interrogées attribuent la responsabilité de la catastrophe à la III<sup>e</sup> République<sup>7</sup>. Une deuxième école de pensée a depuis remis en question cette vision des faits en préférant se concentrer sur

les facteurs militaires immédiats de la défaite plutôt que sur ses causes de long terme dans la société française. Dans son ouvrage *The Fall of France* (2003), Julian Jackson conclut que « la défaite de la France a été, avant toute chose, une défaite militaire – si rapide et totale que les facteurs de long terme n’ont pas eu le temps d’avoir un impact <sup>8</sup> ». C’est sur les champs de bataille que la France a perdu la guerre et non lors des âpres affrontements de l’entre-deux-guerres.

La catastrophe de 1940 a été une défaite des Alliés. Si la majorité des forces engagées étaient françaises, le Corps expéditionnaire britannique et la Royal Air Force ont aussi participé aux combats pour contenir l’envahisseur et c’est le Conseil suprême interallié qui avait coordonné la planification économique et militaire franco-britannique dans l’éventualité d’un conflit avec l’Allemagne. Londres et Paris avaient toutes deux approuvé la stratégie qui mènerait à l’échec de la campagne alliée. De 1939 à juin 1940, plus de 600 000 soldats ont été recrutés dans les territoires africains et indochinois <sup>9</sup>. Des milliers d’entre eux ont été tués, un nombre plus important encore a été emmené en captivité, ce qui a eu des répercussions sur des populations partout dans le monde. Par ailleurs, huit millions de civils du nord-est de la France et des Flandres ont fui l’avancée de l’armée allemande. Sur les routes, l’exode a été une épreuve terrible – manque d’eau et de nourriture, familles séparées, menace constante des attaques de l’aviation allemande. La Bataille de France n’a pas seulement été une catastrophe militaire et politique. Elle a aussi été un désastre humain.

## La Bataille de France

L’invasion allemande de l’ouest de l’Europe commence le 9 mai 1940 par des attaques sur la Belgique, le Luxembourg

et les Pays-Bas. Le généralissime Maurice Gamelin, qui commande l'armée française et le Corps expéditionnaire britannique, déclenche immédiatement le plan Dyle, dit plan D, pour défendre le territoire français. La manœuvre prévoit une percée vers l'est dans le nord de la Belgique, opérée par les meilleurs régiments français et britanniques. Ces troupes d'élite sont censées bloquer l'avancée allemande sur la Dyle et l'Escaut, en Belgique. Les Alliés s'étaient préparés à combattre l'Allemagne sur le sol belge pour épargner à la France les destructions qu'elle avait connues durant la Première Guerre mondiale.

Tandis que les Alliés se concentrent pour faire obstruction à l'invasion allemande en Belgique, les Allemands tournent leur regard vers les Ardennes, une région à cheval sur le Luxembourg, le sud de la Belgique et le nord-est de la France. L'état-major français, qui considère ce massif vallonné et couvert de forêts comme une barrière naturelle, refuse de s'alarmer des rapports faisant état de colonnes de véhicules allemands qui se dirigent dans cette direction<sup>10</sup>. En tout état de cause, les Alliés estimaient qu'il faudrait dix jours à une armée pour franchir les Ardennes. Les soldats allemands ne mirent que soixante heures<sup>11</sup>. Le mouvement allemand vers le nord de la Belgique n'était qu'une feinte, « une passe de matador ». Plus au sud, quatre colonnes de chars et de véhicules motorisés s'étendant chacune sur 400 kilomètres avancent vers la Meuse. L'élément de surprise étant d'importance capitale, la Wehrmacht progresse sans s'arrêter pendant trois jours et trois nuits, ses conducteurs dopés à la *Pervitin*, une amphétamine qui leur permettait de résister au sommeil<sup>12</sup>.

Les Allemands rencontrent peu de résistance avant d'atteindre la Meuse, d'importance stratégique. Il s'agit du point faible des défenses françaises. L'avant-garde de l'invasion, le groupement blindé du général Ewald von Kleist,

comprend 134 000 soldats, 1 200 blindés et 1 000 avions – au total, ce sont 45 divisions allemandes qui attaquent neuf divisions françaises et demie, principalement des réservistes peu entraînés et mal équipés<sup>13</sup>. Le surnombre et les bombardements aériens intensifs sur les positions françaises permettent aux Allemands de franchir la Meuse à Sedan, Houx et Monthermé. Il faut attendre la nuit du 13 mai, une fois les Allemands de l'autre côté de la rivière, pour que les Alliés comprennent que la véritable invasion se déroule dans le sud.

La dispersion des troupes françaises et le manque de préparation contre une offensive dans les Ardennes entraînent la désintégration des défenses alliées. Dans la nuit du 16 mai, la division de panzer commandée par Erwin Rommel fait une percée de plus de 100 kilomètres en territoire français. Le lendemain, lorsque l'ordre du jour du général en chef Gamelin parvient à ses soldats – « Vaincre ou mourir. Nous devons vaincre » –, il est trop tard. Le 18 mai, Raynaud le remplace par le général Maxime Weygand<sup>14</sup>. Trois jours plus tard, les forces allemandes atteignent Abbeville, à seulement 25 kilomètres de la côte picarde. Près de deux millions de soldats français, britanniques, néerlandais et belges sont pris au piège par « le plus grand encerclement de l'histoire militaire<sup>15</sup> ». Les stratèges alliés envisagent une attaque conjointe pour décapiter l'avancée allemande et briser l'encerclement – le plan Weygand. Cependant, le 25 mai, les dirigeants français et britanniques donnent l'ordre de se replier sur la ville côtière de Dunkerque et, le lendemain, ils lancent l'opération Dynamo pour évacuer les troupes alliées du continent vers le Royaume-Uni.

Le 3 juin, alors que les bombes allemandes tombent sur Paris, le gouvernement de la III<sup>e</sup> République décide de quitter la capitale. Le président du Conseil Paul Reynaud,

son cabinet et le président de la République Albert Lebrun partent vers les châteaux de la Loire. Une semaine plus tard, la Ville Lumière est déclarée « ville ouverte » : elle ne sera pas défendue rue par rue comme Winston Churchill l'avait instamment demandé. Lors d'une réunion le 12 juin 1940, les Allemands étant entrés dans Paris et la France en guerre avec l'Italie depuis le 10 juin, Weygand propose un armistice. Le 13 juin, Pétain met tout son poids dans la balance : « L'armistice est, à mes yeux la condition nécessaire à la pérennité. » Reynaud hésite, considérant la possibilité de poursuivre la lutte en exil depuis l'Afrique du Nord. La réunion du 15 juin, cette fois-ci à Bordeaux, voit la faction favorable à l'armistice se renforcer. Roosevelt a certes envoyé un télégramme de soutien aux Français mais Washington ne propose aucune aide concrète. Les appels des Britanniques pour que les Français continuent de se battre sont ignorés. Le 16 juin, voyant ses options se réduire comme peau de chagrin devant le défaitisme croissant de ses ministres, Reynaud démissionne. Pétain le remplace. Le lendemain, le Maréchal, âgé de 84 ans, s'adresse aux Français à la radio : « C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat. »

Afin de comprendre pourquoi le gouvernement français a fini par basculer en faveur de l'armistice, ne laissant à Reynaud que le choix de démissionner, il faut analyser les remaniements qui ont lieu en mai et juin 1940. Entre le 17 et le 19 mai, Paul Reynaud a fait entrer Weygand et Pétain au cabinet, en même temps que Georges Mandel, un républicain convaincu. Son intention était de nommer Weygand général en chef, mais ce faisant, il avait désormais au gouvernement un réactionnaire qui prisait fort peu la démocratie. Les opinions politiques de Pétain étaient moins tranchées mais, dès le 26 mai, le Maréchal, à la recherche d'un moyen d'exonérer l'armée de la situation

désastreuse dans laquelle elle se trouvait, déclara en privé : « Le grand coupable, c'est le président Daladier <sup>16</sup>. » Le 5 juin, Reynaud renvoie Édouard Daladier, ancien président du Conseil, du ministère des Affaires étrangères. Une décision probablement destinée à éliminer un rival mais qui le prive en réalité du soutien d'un homme favorable à la poursuite de la guerre. Dans le même temps, sur les conseils de sa maîtresse Hélène de Portes, il nomme à des postes ministériels Paul Baudouin, Yves Bouthillier et Jean Prouvost. Les deux premiers sont proches de l'extrême droite et, comme Prouvost et Hélène de Portes, ce sont des défaitistes. La dégradation de la situation sur le terrain renforce la position de la faction pro-armistice, qui envisage désormais non seulement la négociation d'un cessez-le-feu mais un changement de régime. « Ce dont le pays a besoin, c'est de réformes radicales », déclare Pétain. Au sein du gouvernement, Paul Reynaud est de plus en plus isolé. Lorsque le 16 juin, le Maréchal menace de démissionner si le gouvernement ne recherche pas les termes d'une paix avec Berlin, le président du Conseil jette l'éponge <sup>17</sup>.

Les négociations de l'armistice commencent le 21 juin à Rethondes en forêt de Compiègne, lieu hautement symbolique puisque c'est l'endroit exact où les Allemands avaient accepté l'armistice de 1918. Mais Hitler, avec son sens sinistre de la mise en scène, ne s'arrête pas là : le Führer a donné l'ordre que les Français signent leur capitulation dans le wagon même où les Allemands avaient signé la leur vingt-deux ans auparavant ! Filmées pour la postérité, les images de la délégation française humiliée arrivant devant les chefs nazis sont aujourd'hui douloureuses à regarder. Le journaliste américain William Shirer note que le visage de Hitler « est enflammé par le dédain, la colère, la haine, la revanche, le triomphe ». La délégation française, composée du général Huntziger, du général Bergeret,

du vice-amiral Le Luc et de M. Léon Noël, ambassadeur de France en Pologne, présente « l'image tragique de la dignité<sup>18</sup> ».

L'armistice prévoit que les trois cinquièmes de la France soient occupés par l'armée allemande, que tout le matériel militaire soit livré à la Wehrmacht et que les navires de la flotte de guerre soient désarmés et confinés au port<sup>19</sup>. Il impose des pénalités financières écrasantes aux Français qui vont être obligés de payer les frais d'entretien des troupes d'occupation allemandes. Parmi d'autres articles importants figure l'obligation pour tous les ressortissants allemands présents en France de se rendre aux autorités. Or, beaucoup d'entre eux étaient des réfugiés qui avaient fui les persécutions dans les années 1930. L'article 20 exige que tous les prisonniers de guerre français restent captifs en Allemagne jusqu'à la signature d'un traité de paix. Ils seront utilisés comme monnaie d'échange pendant toute l'Occupation.

Le 24 juin, l'Italie signe un armistice séparé avec la France. Mussolini obtient une zone d'occupation de 800 kilomètres carrés dans le sud-est<sup>20</sup>. À 12 h 30 le 25 juin, les hostilités cessent sur le front occidental. L'armistice entre en vigueur 90 minutes plus tard. La bataille de France a duré 44 jours. En Allemagne, Hitler ordonne que les cloches sonnent pendant une semaine. La France déclare un jour de deuil national.

## Les causes de la défaite

Au lendemain de la défaite, Pétain rejette directement la responsabilité sur le régime démocratique de l'entre-deux-guerres, la III<sup>e</sup> République, qui n'a pas engendré assez

d'enfants, pas fabriqué assez d'armes, pas acquis assez d'alliés. Il ne s'agit nullement d'une analyse désintéressée : le souci de Pétain est d'exonérer l'armée au détriment des politiciens républicains. En effet, après la signature de l'armistice, Weygand déclare : « L'honneur militaire est sauf<sup>21</sup>. » Vichy accuse les gouvernements d'avant-guerre, surtout ceux de la coalition de gauche du Front populaire (1936-1938), d'avoir insuffisamment réarmé le pays. Le nouveau régime organise la mise en accusation de plusieurs figures majeures de la classe politique lors d'un procès à Riom en février 1942. Parmi les inculpés figurent deux anciens présidents du Conseil, Léon Blum et Édouard Daladier, ainsi que le général Gamelin<sup>22</sup>.

L'analyse contemporaine la plus connue des causes de la débâcle est *L'Étrange défaite* de Marc Bloch, parue en 1946. Elle a renforcé la crédibilité de la thèse d'une prétendue « décadence ». Historien et co-fondateur de l'école des Annales, Bloch en a rédigé le manuscrit entre juillet et septembre 1940. *L'Étrange défaite* examine les facteurs de la catastrophe, tels que Bloch les a compris. Pour lui, l'explication principale de l'effondrement est la crise générale de la société française dans les années 1930. Sa colère n'épargne personne ou presque. Il reproche à la classe ouvrière d'avoir entravé l'effort de réarmement par des mouvements sociaux : « Oublieux qu'ils tenaient eux aussi, à leur façon, poste de soldats, ils cherchaient avant tout à vendre leur peine au plus haut prix<sup>23</sup>. » Il affirme que les pacifistes ont sous-estimé la menace hitlérienne tout en répandant le défaitisme dans le pays, « travaill[ant], inconsciemment, à faire des lâches<sup>24</sup>. » Il accuse le haut commandement de l'armée d'avoir profité de la défaite pour se sauver : ils ont accepté le désastre « parce qu'ils lui trouvaient ces atroces consolations : écraser sous les ruines de la France un régime honni<sup>25</sup>. » Quant à la République démocratique, avec ses assemblées « de dimensions

monstrueuses » et « une chambre gouvernante [qui] se voue au chaos, dès qu'elle accepte d'être une foule », elle s'est avérée incapable de préparer une défense efficace<sup>26</sup>. Chaque page de *L'Étrange défaite*, qui nous donne une indication de ce que ressentaient de nombreux Français au lendemain de l'armistice, exsude la colère brûlante et le chagrin de Bloch.

Il est vrai que le réarmement ne s'était pas déroulé sans heurts. Les grèves généralisées qui accompagnèrent la victoire du Front populaire en juin 1936 ralentirent la production industrielle et la production de chars chuta en 1937. Et, conséquence des tergiversations des militaires sur la conception de nouvelles armes, leur production ne commença véritablement qu'en janvier 1939. Cependant, le premier gouvernement du Front populaire de Léon Blum, en 1936, avait alloué 14 milliards de francs à l'industrie de l'armement. Il avait réquisitionné les ateliers de montage des chars chez Renault et fixé des objectifs de production ambitieux. Après l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne (*Anschluss*) en mars 1938, Daladier injecte 12 milliards de francs supplémentaires dans ce secteur. À cette époque, les dépenses militaires représentent un tiers du budget total du gouvernement<sup>27</sup>. En 1939, la France avait entrepris un renforcement militaire rapide et massif et les dépenses de réarmement étaient plus de sept fois et demie supérieures à leur niveau de 1935 (93,7 milliards de francs contre 12,3 milliards de francs). Si elle avait poursuivi cette trajectoire, la production d'armement française aurait dépassé celle de l'Allemagne en 1941<sup>28</sup>. Si l'on additionne l'arsenal de la Belgique, de la Grande-Bretagne, de la France et des Pays-Bas (voir tableau 1 en annexe), il est faux d'affirmer que lors de la campagne de 1940, les Alliés ont été surclassés par le III<sup>e</sup> Reich.

À certains égards, l'armement français était inférieur à celui de l'adversaire allemand. Les chars français, généralement

moins maniables que les chars allemands, consommaient plus de carburant. Pour mettre en position le canon de 75 mm du char B, il fallait faire pivoter le véhicule lui-même (et non seulement la tourelle) et les viseurs étaient de mauvaise qualité. Plus important encore, la majorité des chars français n'étaient pas équipés d'une radio, ce qui compliquait les communications sur le champ de bataille. Le déploiement de l'équipement militaire français posait également des problèmes. Les canons antichars dépendaient de tracteurs pour se déplacer sur le terrain, alors que leurs munitions étaient transportées séparément par la route. L'artillerie française était encore en grande partie tirée par des chevaux et l'armée ne disposait pas d'autant d'engins motorisés que les Allemands<sup>29</sup>. Néanmoins, l'Allemagne n'occupait pas une position de supériorité technologique. Le meilleur véhicule blindé « polyvalent » sur le champ de bataille était le Somua S35 français, tandis que le char B était « probablement le meilleur de toutes les nations en 1940 ». Son blindage était si épais qu'il rendait les canons antichars inefficaces<sup>30</sup>. Comme les forces françaises, la « machine » de guerre nazie reposait en grande partie sur la traction animale. Ainsi que l'a noté Adam Tooze, « l'immense majorité des troupes allemandes envahirent la France, la Belgique et les Pays-Bas à pied, leur ravitaillement étant acheminé depuis les têtes de ligne à la manière classique du XIX<sup>e</sup> siècle, par charrette à cheval<sup>31</sup>. » Chaque division d'infanterie allemande avait besoin de 4 000 à 6 000 chevaux pour transporter son matériel. Par conséquent, malgré ses avantages par rapport aux Français dans certains domaines, la Wehrmacht était « loin d'être l'arme soigneusement aiguisée de la guerre blindée moderne<sup>32</sup> ».

La ligne Maginot, le système de fortifications qui barrait les deux principales voies d'invasion en Alsace et en Lorraine, est devenue le symbole de l'échec de la planification

militaire française de l'entre-deux-guerres. Longue de 140 kilomètres, elle protégeait la frontière, de Longwy, à la frontière luxembourgeoise, à Bâle, à la frontière suisse. La ligne ne s'étendait pas plus au nord car le massif des Ardennes et les régions marécageuses qui menaient au littoral de la Manche étaient censés constituer des défenses naturelles. En tout état de cause, les Français espéraient que la Ligne dissuaderait l'ennemi d'attaquer au sud et qu'elle canaliserait ainsi les forces d'invasion vers le nord<sup>33</sup>. Les ouvrages statiques de ce dispositif, qui avait coûté sept milliards de francs, semblaient incarner la pensée dépassée des chefs de l'armée française. Pourtant, la ligne Maginot faisait partie d'un plan qui intégrait l'attaque et la défense, ses forts étant destinés à libérer des troupes pour des actions offensives ailleurs. Ses gigantesques installations militaires comprenaient des obstacles antichars, des fossés, des fils barbelés, des canons antichars et des mitrailleuses, ainsi que des lance-grenades. Les forts, équipés de dépôts de munitions, de réserves alimentaires et de filtres à air, pouvaient accueillir jusqu'à 1 200 hommes pendant trois mois – une « merveille technique » selon l'historien Ernest May. Les plus grands étaient divisés en deux sections reliées par de profonds tunnels, à l'épreuve des bombes, équipés de chemins de fer électriques<sup>34</sup>. Au moment de vérité, pendant la bataille de France, la Ligne a parfaitement bien joué son rôle. Un seul fort, La Ferté, est tombé le 19 mai ; les autres ont tenu jusqu'à la fin<sup>35</sup>.

Avec le recul, l'offensive des Ardennes apparaît comme un exemple de Blitzkrieg par excellence. Au lendemain de la défaite, le gouvernement français comme le gouvernement allemand ont mis en avant l'innovation tactique de la Wehrmacht pour expliquer la rapidité de l'effondrement des Alliés. Mais le génie tactique allemand n'explique pas

à lui seul la défaite de la France. La Wehrmacht avait initialement prévu de franchir la frontière ailleurs. Le plan d'invasion (*Fall Gelb* ou Plan Jaune) avait été modifié à deux reprises avant mai 1940. En janvier, le mauvais temps avait interrompu un projet d'offensive vers le nord jusqu'aux côtes de la Manche. En février 1940, les plans étaient tombés entre les mains des Alliés, obligeant Berlin à les repenser. Le général Erich von Manstein, chef d'état-major du groupe d'armées A, planifia par la suite l'offensive des Ardennes<sup>36</sup>. Ce plan – concentrer le plus de forces possibles dans une zone stratégiquement faible – était risqué et signifiait qu'aucun Panzer ne pourrait rester en réserve pour repousser une contre-attaque alliée<sup>37</sup>.

La vitesse à laquelle la force d'invasion franchit les Ardennes fit oublier la difficulté de la traversée. Au troisième jour de l'invasion allemande, un énorme embouteillage de 41 000 véhicules s'étendait vers l'est sur près de 250 kilomètres. Comme l'a souligné Karl-Heinz Frieser, les forces allemandes auraient été des cibles vulnérables pour l'aviation alliée, si seulement les Alliés avaient été au courant<sup>38</sup>. Pendant ce temps, la charge des chars allemands vers la Manche, commencée le 14 mai, fut une action largement improvisée par Heinz Guderian. L'incursion allemande fut si rapide que, le 17 mai, lorsque l'ordre d'arrêter l'invasion sur la ligne Vervins-Montcornet-Dizy-le-Gros atteignit les forces qui avançaient, elles avaient déjà parcouru près de 30 kilomètres au-delà de cette ligne<sup>39</sup>. Guderian comprit qu'une telle interruption donnerait aux Alliés le temps de se retirer vers le sud et il prit donc l'initiative de poursuivre l'attaque. Ce n'est que lorsque les forces allemandes approchèrent de Dunkerque que Hitler put les arrêter. La Blitzkrieg de 1940 s'avéra donc largement « improvisée » et les commandants de la Wehrmacht



Inspection des destructions de Dunkerque par le commandant militaire allemand Erich Raeder en juin 1940, dans les décombres de la ville, bombardée par la Luftwaffe.

furent surpris de son succès. Hitler lui-même décrivit la percée de Sedan comme « un miracle <sup>40</sup> ».

Si la défaite de la France n'est pas attribuable à la supériorité militaire allemande, est-ce la qualité des soldats français qui est en cause ? Le 18 mai 1940, Gamelin rédige un rapport sur le déroulement de la campagne alliée où il déplore leur attitude :

Le soldat français, le citoyen d'hier, ne croyait pas à la guerre... le mobilisé d'aujourd'hui n'avait pas reçu, durant les années d'entre-deux-guerres, l'éducation morale et patriotique qui l'aurait préparé au drame dans lequel se joueraient les destinées du pays... À la bataille, trop de défaillances se sont produites qui ont permis à l'ennemi d'exploiter des succès locaux... La rupture de notre dispositif a été trop souvent le résultat d'un sauve-qui-peut, d'abord local, puis quasi général... <sup>41</sup>.

En condamnant ainsi ses propres troupes le jour même de son limogeage, Gamelin défendait uniquement ses intérêts personnels. Pourtant, l'impression que les soldats et les civils français avaient manqué de courage était largement répandue. Dans *The Last Days of Paris* (1940), le journaliste du *Manchester Guardian* Alexander Werth nota chez les Français un sentiment de découragement : « Comme ils se voyaient déjà vaincus <sup>42</sup>. » Les soldats qu'il avait croisés au cours de son voyage étaient « en haillons, fatigués, l'air démoralisé, ivres pour beaucoup, tous sans fusils... [C'était] une armée en déroute <sup>43</sup> ».

Croire ainsi que les soldats français étaient de piètres combattants témoignait des inquiétudes plus profondes qu'avaient fait naître les divisions apparemment fatales de l'entre-deux-guerres. Lorsque la France s'effondra au cours de l'été 1940, il fut facile de désigner la profonde crise politique des années 1930 comme l'une des principales causes

de la défaite. En janvier et février 1934, des groupes d'extrême droite, connus sous le nom de « liges », s'étaient soulevés à Paris contre la corruption supposée du gouvernement démocratique. Le 6 février 1934, des milliers de ligueurs avaient failli faire tomber le régime lors d'une nuit de violence au cours de laquelle la police avait tué plus d'une douzaine de manifestants. Cette violence avait provoqué une polarisation de la politique entre l'extrême droite, en particulier le mouvement des Croix-de-Feu du colonel François de La Rocque, et la gauche, représentée par le Front populaire, alliance antifasciste regroupant le Parti communiste, les socialistes et les radicaux. Les gouvernements eurent de plus en plus recours aux décrets-lois tandis que le Parlement sombrait dans la paralysie et que la rue était le théâtre d'affrontements violents entre rivaux politiques<sup>44</sup>.

La victoire du Front populaire aux élections de juin 1936 exacerba cette polarisation de la vie politique. Les liges furent dissoutes par le décret du 18 juin mais l'extrême droite en ressortit revigorée. La Rocque transforma les Croix-de-Feu en Parti social français (PSF), dont le programme, une révision autoritariste de la République, s'avéra populaire. Ce parti comptait plus d'un million de membres en 1939. Dans le même temps, l'ancien communiste Jacques Doriot fonda le Parti populaire français (PPF), mouvement prolétarien mais anticommuniste, qui chercha à se tailler une place en tant qu'alternative aux extrêmes de la gauche et de la droite. Ce parti, d'un antisémitisme virulent et dont les membres adoptèrent un uniforme et un salut, en vint à ressembler aux groupes fascistes étrangers, même si Doriot continua à protester de son républicanisme<sup>45</sup>.

La présence du Parti communiste dans la coalition au pouvoir déclencha une vague d'anticommunisme, du centre à l'extrême droite. Ses adversaires présentèrent le Front populaire comme une clique anti-française aux

ordres de Staline, déterminée à déclencher la révolution et à entraîner le pays dans la guerre d'Espagne. Les attaques de la droite s'appuyaient fortement sur l'antisémitisme, alimenté à la fois par la prétendue association historique entre le marxisme et les Juifs, et par la judéité du président du Conseil, le socialiste Léon Blum. De telles attitudes suscitèrent un regain de sympathie pour l'Allemagne nazie parmi les conservateurs et les extrémistes de droite<sup>46</sup>. L'écrivain juif hongrois Arthur Koestler, relatant son expérience en France en 1939, soupçonnait que ce sentiment avait sapé l'effort de guerre. Au cours d'une conversation sur l'inachèvement des défenses françaises, un lieutenant de l'armée resté anonyme avait déclaré à Koestler : « Pas un officier, au-dessus du grade de colonel, qui ne soit avec les Croix-de-Feu ». Pire encore, ce lieutenant s'était interrogé : « Supposons que ces messieurs de l'état-major préfèrent Hitler à Blum<sup>47</sup> ? » Certains conservateurs étaient favorables à la paix avec Hitler afin de lui donner les coudees franches pour détruire l'Union soviétique à l'est<sup>48</sup>.

Malgré les inquiétudes dont cet interlocuteur avait fait part à Koestler, la France ne fut pas vaincue « de l'intérieur ». Un sentiment de crise politique ne garantit pas la défaite sur le champ de bataille. De plus, le gouvernement avait regagné un minimum de stabilité après avril 1938, lorsque Daladier était devenu président du Conseil. Bien que membre du Parti radical, Édouard Daladier opéra le démantèlement du Front populaire, qui finit par s'effondrer le 30 novembre 1938 lorsque le gouvernement réprima une tentative de grève générale menée par les communistes. La gauche étant fortement affaiblie et le Parti radical évoluant vers la droite, Daladier gouverna par décrets-lois, guère soucieux d'obtenir le soutien du Parlement. La droite appréciait ses mesures de répression à l'égard des étrangers et des réfugiés (en grande partie juifs), sa célébration rhétorique de l'Empire français

et sa politique familiale conservatrice. Les conservateurs revinrent à leur intransigeante germanophobie car la menace intérieure d'une révolution communiste semblait désormais plus faible que la menace étrangère nazie<sup>49</sup>. Même le mouvement pacifiste, qui avait mené une campagne bruyante pour éviter le conflit avec l'Allemagne, ne parlait qu'au nom d'une minorité. Peu de Français voulaient entrer en guerre et pourtant, l'opinion publique dans son ensemble n'était pas prête à accepter la paix à tout prix<sup>50</sup>.

Ce fut l'épuisement des réserves de munitions et de carburant qui fit échouer la résistance des soldats français et non la démoralisation<sup>51</sup>. De fait, certains d'entre eux craquèrent face à l'envahisseur. Le bombardement implacable des positions françaises à Sedan le 13 mai – l'attaque aérienne la plus concentrée de toute la guerre menée par la Luftwaffe – causa d'énormes dommages psychologiques aux défenseurs français<sup>52</sup>. Cependant, Hitler lui-même rendit hommage à la robustesse des combattants français et la Wehrmacht subit « un dur coup de poing dans les dents de la part de la résistance franco-britannique, ce qui était tout à fait contraire à la situation stratégiquement désespérée<sup>53</sup> ». L'avancée rapide des Allemands et le fait que les Alliés n'aient pas anticipé une attaque par les Ardennes avaient contraint les Français à improviser à la hâte des contre-attaques non coordonnées, qui épuisèrent leurs forces. Comme l'a affirmé Martin Alexander, « ce ne sont pas les soldats français qui ont laissé tomber leurs généraux, mais l'inverse<sup>54</sup>. »

La résistance acharnée de l'armée française dans les Alpes offre un contrepoint à la situation désespérée dans le nord-est de la France. Le commandant français de cette région, le général Olry, était relativement loin de l'état-major général, ce qui lui laissa une grande latitude pour affronter les unités allemandes qui avançaient vers le sud

et les unités italiennes qui traversaient la frontière. Même si l'invasion italienne du 20 juin fut entravée par des conditions géographiques et météorologiques difficiles ainsi que par une mauvaise planification, les troupes françaises combattirent avec courage et ignorèrent l'ordre de Pétain de cesser les hostilités. Au prix de 37 morts et 62 blessés, les Français infligèrent à l'ennemi des pertes de 542 morts et 2 631 blessés ! Insensibles au chaos qui régnait sur le front occidental, les soldats qui défendaient les Alpes démontrèrent leur ténacité<sup>55</sup>.

Il faut garder à l'esprit qu'en 1940, la France n'est pas seule. Londres et Paris coopèrent étroitement depuis la déclaration de guerre en septembre 1939. Le Conseil suprême interallié s'est réuni à neuf reprises pendant la « drôle de guerre » et en novembre 1939, le plan D a été approuvé par les chefs militaires français et britanniques<sup>56</sup>. Les relations entre la France et le Royaume-Uni, les deux plus grandes démocraties d'Europe occidentale, ne sont alors pas toujours faciles. Les Français souhaitent prendre l'initiative dans la guerre, notamment avec une expédition en Finlande. Le gouvernement britannique est plus réticent à agir. Lorsque l'Allemagne débarque en Norvège en avril 1940, les tensions s'exacerbent : les deux gouvernements ont tergiversé sur la pose de mines dans les eaux au large de Narvik et il est désormais trop tard. Des récriminations furieuses s'ensuivent entre les deux alliés<sup>57</sup>.

Les gouvernants français sont d'autant plus frustrés que les Britanniques sont réticents à engager davantage de troupes. À la fin de 1939, seules cinq divisions britanniques étaient arrivées sur le sol français. Il s'agissait là cependant d'une réussite considérable si l'on considère que lorsque le War Office avait commencé à planifier l'opération, il ne disposait même pas d'une carte de France à jour. Cinq autres divisions débarquent l'année suivante, complétées

par huit unités territoriales mal équipées<sup>58</sup>. La Grande-Bretagne s'engage à envoyer deux autres divisions blindées sur le continent, mais celles-ci ne seront pas prêtes à temps pour combattre<sup>59</sup>. Julian Jackson suggère que si le général Lord Gort, commandant du CEB, était disposé à en déférer à Gamelin, c'était précisément parce qu'il reconnaissait l'insuffisance de la contribution militaire britannique à la campagne<sup>60</sup>. Sur le terrain, la méfiance entre soldats français et soldats britanniques, mieux payés, se développe. Le général britannique Louis Spears propose que l'armée britannique crée des « foyers des soldats » où les troupes britanniques et françaises pourraient apprendre à mieux se connaître. Derrière les lignes, le journaliste Alexander Werth est confronté à l'anglophobie. Une connaissance française lui dit : « Nous avons perdu la guerre [et] c'est la faute de cet homme désastreux, Winston Churchill<sup>61</sup>. »

Churchill refusa effectivement d'engager vingt-cinq escadrons de chasseurs de la RAF pour défendre le ciel de France, craignant qu'ils ne soient plus disponibles plus tard pour défendre les îles britanniques. Cette décision mit les Français en colère, menant Daladier à affirmer en 1944 que la RAF avait été absente de la bataille de France – ce qui est inexact. Le CEB comprenait quatre escadrons de chasseurs, cinq escadrons de soutien au sol, et quatre escadrons de bombardiers, mais ces avions protégèrent principalement l'infanterie britannique et les Français durent supplier pour obtenir leur appui<sup>62</sup>. La RAF perdit 931 appareils au cours de la bataille de France, soit plus que lors de la bataille d'Angleterre. En comparaison, Alistair Horne a estimé que 650 avions français avaient été détruits, dont 235 au sol<sup>63</sup>. Cependant, les appareils de la RAF, à l'instar du gros de la force militaire alliée, ne furent pas déployés dans les bonnes zones. Pire encore, dix autres escadrons de bombardiers envoyés en France restèrent sous l'autorité du British

Bomber Command et ne coordonnèrent pas leur action avec les forces terrestres. Le 14 mai, la puissance aérienne des Alliés ne put pas faire grand-chose pour arrêter les forces allemandes qui se déversaient à travers la Meuse<sup>64</sup>.

L'évacuation de Dunkerque aggrava encore les tensions entre la Grande-Bretagne et la France. Durant l'opération Dynamo, la Royal Navy, aidée d'un certain nombre de navires civils, réussit à faire traverser la Manche à environ 247 000 soldats britanniques et 123 000 soldats français pour les mettre en sécurité. Environ 80 000 Français restèrent à la merci d'une capture par l'ennemi. Pour certains Français, Dunkerque devint synonyme de trahison. Le fait que les Britanniques aient ordonné le début de l'évacuation le 27 mai, trois jours avant les Français, revenait à un abandon. Pétain fit remarquer que les Britanniques étaient prêts à se battre jusqu'à la dernière goutte de sang français. Par conséquent, là où les Britanniques ont construit le mythe de Dunkerque comme « l'un des plus grands triomphes de la race insulaire », les Français ont considéré cet événement comme une défection<sup>65</sup>.

Une dernière tentative pour sauver l'alliance fut effectuée le 16 juin 1940 lorsque le gouvernement britannique présenta à Paul Reynaud des propositions pour une « Union anglo-française ». Ce projet, formulé à Londres avec la contribution du président du Comité anglo-français Jean Monnet et de l'économiste René Pleven, n'envisageait rien de moins que la fusion complète des deux pays et la mise en commun de leurs ressources. Les citoyens de chaque pays obtiendraient automatiquement la citoyenneté de leur allié. Un seul cabinet de guerre dirigerait la lutte contre l'Allemagne. Si l'Union anglo-française apparaît aujourd'hui comme une idée fantasque, en 1940, elle était à la mesure du désespoir des Alliés. Pétain, Weygand et la faction défaitiste du cabinet français rejetèrent la proposition. Pourquoi,

demanda Pétain, la France devrait-elle accepter « une fusion avec un cadavre » ? Cette fin de non-recevoir entraîna la démission de Reynaud<sup>66</sup>.

La catastrophe de 1940 est imputable aux erreurs stratégiques des commandants alliés. Deux aspects du plan de défense de l'Europe occidentale se sont avérés fatals. En premier lieu, la région des Ardennes – « Le meilleur obstacle antichar qui existe en Europe » selon Gamelin – n'a pas été la barrière impénétrable qu'ils croyaient être. Des voix dissidentes au sein de l'armée française s'étaient interrogées sur la sagesse de laisser cette zone frontalière sous-défendue : en juin 1938, le général André Prételat avait imaginé un scénario selon lequel les Allemands pourraient atteindre la Meuse en soixante heures, un rapport que Gamelin avait rejeté comme étant trop pessimiste<sup>67</sup>. Le plan D avait engagé la I<sup>re</sup> Armée française, le corps de cavalerie mécanisée, le XVI<sup>e</sup> Corps et le CEB dans une défense avancée le long de la ligne Anvers-Dyle-Namur. La Wehrmacht déploya vingt-neuf divisions au nord de la Belgique où elle affronta cinquante-sept des meilleures divisions alliées. Dix-neuf divisions allemandes, composées pour la plupart de troupes de second ordre, furent lancées sur la ligne Maginot. Quant aux Ardennes, quarante-cinq divisions allemandes de choc fondirent sur dix-huit divisions françaises, mal entraînées et mal équipées<sup>68</sup>. Sur ce point faible des lignes alliées, l'Allemagne obtint un avantage temporaire de trois contre un en termes d'effectifs, et plus élevé encore en ce qui concernait les chars<sup>69</sup>.

En second lieu, la stratégie française du « front continu » a entravé les tentatives de contre-attaque efficace. Ce plan « cherchait vainement à reprendre chaque point de percée allemande plutôt que de se regrouper pour une défense en profondeur sur le sol français<sup>70</sup> ». Il laissait le territoire derrière les lignes dangereusement exposé une fois la ligne

de front percée par les Allemands parce que Gamelin avait déplacé la réserve stratégique française (sous le commandement du général Henri Giraud) vers le nord, à Breda aux Pays-Bas. Les divisions de chars très mobiles de Giraud pouvaient réagir rapidement à des développements inattendus sur le terrain, mais elles ont été déployées trop au nord de la véritable attaque allemande pour être efficaces. Lorsque la Wehrmacht écrasa les défenses françaises plus au sud, Churchill demanda à Gamelin : « Où sont les réserves stratégiques ? ». Gamelin répondit : « Il n'y en a pas. » – Elles étaient aux Pays-Bas<sup>71</sup>. Tout cela faisait partie du plan de Gamelin, qui avait pour but de mener, comme l'a dit Nicole Jordan, « une guerre à l'économie dans les régions périphériques » pour que le territoire français n'ait pas à subir de destructions<sup>72</sup>.

Le lieu inattendu de l'attaque allemande et la vitesse de son avancée ont empêché les commandants militaires alliés de réagir à temps. Les soldats français se sont battus avec courage. Pas moins de 124 000 soldats sont morts pour la France ; les pertes allemandes se sont élevées à environ 27 000 hommes<sup>73</sup>. Les troupes françaises n'ont pas déserté, mais le moral était bas car les réserves de carburant s'épuisaient et les unités étaient déplacées sur de grandes distances pour tenter désespérément de boucher les trous dans les lignes. Le fait que les Allemands n'aient pas agi comme prévu a désarçonné et paralysé les chefs militaires alliés. Sur le terrain, la chaîne de commandement s'est désintégrée. En fin de compte, les Alliés égalaient les Allemands en termes de ressources matérielles ainsi qu'en nombre de divisions disponibles (151 contre 135), mais « ce qui compte, c'est l'utilisation stratégique à laquelle le matériel est destiné. Les Français n'étaient pas préparés à faire face à l'utilisation concentrée de blindés, en étroite coordination avec la puissance aérienne tactique, sur un point faible de leur front<sup>74</sup>. »

## Un conflit global

Lors de la déclaration de guerre en septembre 1939, la France gouverne un empire de 110 millions de personnes, soit environ 5 % de la population mondiale, et ses possessions territoriales couvrent 12 millions de kilomètres carrés. Pour la campagne de 1940, elle mobilise 600 000 soldats des troupes coloniales et fait venir 150 000 hommes en métropole pour travailler dans les usines d'armement<sup>75</sup>. Pourtant, lorsque l'historiographie de la défaite mentionne les territoires français d'outre-mer, c'est pour se contenter d'indiquer qu'ils ont pu fournir à un gouvernement français en exil une base d'où poursuivre la guerre. C'est donc à juste titre que Myron Echenberg a qualifié la participation des troupes coloniales françaises à l'effort de guerre français « d'épisode étonnamment obscur<sup>76</sup> ».

Pendant la Première Guerre mondiale, la France avait exploité les ressources agricoles, les matières premières et la main-d'œuvre de ses colonies<sup>77</sup>. Mais Paris avait été lent à comprendre que l'Empire pouvait contribuer aux opérations sur le terrain : il fallut attendre l'été 1916 pour que les premiers soldats africains arrivent sur le front occidental, le taux élevé de pertes ayant incité les recruteurs à se tourner vers l'extérieur<sup>78</sup>. Cette contribution des citoyens et des sujets coloniaux, qu'une estimation récente a chiffrée à 818 000 soldats et 187 000 travailleurs, amena le gouvernement français à reconsidérer la valeur de l'Empire<sup>79</sup>. Joseph Chailley-Bert, secrétaire général de l'Union coloniale française, groupe de pression pro-impérialiste, déclara en 1917 : « Cette guerre a enseigné à la France qu'elle a des colonies. Elle l'ignorait complètement<sup>80</sup>. »

La vision que les Français se faisaient des troupes coloniales était conditionnée par des stéréotypes raciaux. Les

officiers considéraient les soldats originaires d'Indochine, de Madagascar et d'Afrique équatoriale française comme de piètres combattants. À l'inverse, les Marocains et les sujets de l'Afrique occidentale française étaient considérés comme des guerriers courageux et intrépides (l'unité de l'armée française la plus décorée pendant la Première Guerre mondiale venait de fait du Maroc)<sup>81</sup>. Les soldats coloniaux les plus célèbres étaient les Africains noirs, notamment les Tirailleurs sénégalais. Fondées en 1857 en tant que formations sénégalaises, ces unités comprenaient au début du siècle des hommes originaires du Dahomey, de la Côte d'Ivoire et du Soudan français<sup>82</sup>. Les Tirailleurs ont acquis un statut mythique grâce au général Charles Mangin, partisan de la création d'une armée française d'Afrique ou d'une « Force noire ». En 1911, Mangin écrit qu'étant donné sa longue histoire de conflits, « l'Afrique est certainement la partie du monde où doivent se trouver les meilleurs soldats ». Les soldats noirs avaient selon lui des systèmes nerveux moins développés que celui de leurs camarades blancs, et l'expérience qu'ils avaient de la circoncision et des scarifications rituelles signifiaient que « [ces] guerriers supportent impassibles de cruelles blessures et d'ailleurs ils sont fiers de verser leur sang dans les combats ». Mangin en concluait que le soldat noir était « mieux qu'un soldat utilisable, c'est un soldat d'élite ». Les affiches de propagande coloniale dépeignent les tirailleurs comme « des hommes qui ne raisonnent pas, ne battent pas en retraite, ne pardonnent pas<sup>83</sup> ». Jusqu'à 200 000 Africains ont combattu pour la France pendant la Première Guerre mondiale, soit 3 % des forces françaises ; 30 000 de ces soldats ont été tués<sup>84</sup>. En novembre 1922, le ministère de la Guerre considère désormais les forces militaires impériales comme « une réserve supplémentaire pour la guerre européenne<sup>85</sup> ».



Tirailleurs sénégalais de l'armée coloniale française parmi les prisonniers de l'armée allemande en juillet 1940.

À la fin des années 1930, le ministre des Colonies, Georges Mandel, se vante que l'Empire pourrait fournir 2 millions d'hommes et 500 000 ouvriers si nécessaire<sup>86</sup>. La guerre approchant, en novembre 1938, Daladier présente la France métropolitaine et son empire comme une immense « zone de sécurité » qu'il faut défendre à tout prix<sup>87</sup>. Début janvier 1939, il termine une tournée à Tunis et à Alger par cet avertissement : « Lorsque j'ai dit que je maintiendrai l'intégrité de l'Empire français, je n'ai pas dit seulement que je ne céderai pas un arpent du territoire de cet Empire [...] il faut bien que l'on sache que contre toute tentative, qu'elle soit directe ou indirecte, d'avoir recours à la force ou à la ruse, nous opposerons une détermination et une volonté que rien au monde ne pourra fléchir<sup>88</sup>. » Le discours de Daladier répond à la menace croissante d'une possible incursion étrangère en territoire colonial français. Depuis l'invasion de l'Abyssinie en 1936, Mussolini a exprimé des revendications sur la Tunisie, ainsi que sur le Somaliland et le Tchad français. À l'ouest, l'Espagne de Franco louche sur le Maroc et l'Algérie occidentale. Simultanément, la guerre sino-japonaise en Asie menace l'Indochine.

En 1940, les Tirailleurs sénégalais prennent position sur le front occidental. Ils se battent avec ténacité, peut-être savent-ils le sort qui les attend s'ils sont pris : les troupes allemandes traitaient les soldats africains avec un mépris particulier et elles faisaient courir des rumeurs selon lesquelles les troupes noires violaient et assassinaient des civils français<sup>89</sup>. Jean Moulin, nommé alors préfet d'Eure-et-Loir par Vichy, tenta de se trancher la gorge plutôt que de signer un document qui accusait faussement des soldats africains noirs d'avoir tué et mutilé des femmes françaises<sup>90</sup>. L'hostilité des Allemands provenait à la fois de la théorie raciale nazie et du souvenir de la « honte noire »

(*Die Schwarze Schande*) des années qui avaient suivi la Première Guerre mondiale, lorsque, dans un acte délibéré d'humiliation, l'armée française avait déployé des troupes d'occupation noires en Rhénanie. En 1940, les troupes allemandes commirent des atrocités contre les soldats africains capturés<sup>91</sup>. Dans la nuit du 9 au 10 juin, elles pourchassèrent et abattirent jusqu'à 600 tirailleurs sénégalais près d'Erquinvillers, dans l'Oise. Les 19 et 20 juin, 200 soldats noirs faits prisonniers furent massacrés à Montluzin, près de Lyon. Les nazis exécutèrent jusqu'à 3 000 prisonniers de guerre noirs pendant l'invasion de la France. Raffael Scheck soutient que ces crimes commis en 1940 s'apparentaient à une guerre raciale menée par les Allemands contre les troupes coloniales noires<sup>92</sup>.

Il est difficile de déterminer le nombre précis de soldats coloniaux qui ont combattu pour la France en 1940. Le tableau 2 offre une estimation du nombre de soldats recrutés, déployés, tués et faits prisonniers, selon des sources différentes (cf. Annexes en fin d'ouvrage).

En février 1942, le régime de Vichy calcula que 4 439 soldats coloniaux étaient morts pendant la campagne, et que 11 505 autres étaient portés disparus<sup>93</sup>. Les forces allemandes firent plus de 120 000 prisonniers coloniaux, qui languissaient sur le territoire français dans des prisons connues sous le nom de *Frontstalags*<sup>94</sup>. En novembre 1940, tous les prisonniers français blancs furent envoyés en Allemagne pour y être incarcérés. Environ 150 000 hommes, dont les deux tiers étaient issus des troupes coloniales, restèrent dans les *Frontstalags*<sup>95</sup>. En avril 1941, après un certain nombre de libérations et d'évasions, on comptait 69 000 hommes originaires de pays d'outre-mer dans les vingt-deux *Frontstalags* : 44 000 Nord-Africains, 15 800 Sénégalais, 3 900 Malgaches, 2 300 Indochinois, 400 Martiniquais et 2 700 d'origine indéterminée<sup>96</sup>. La Wehrmacht les employa dans des unités de travail forcé. Certains

Africains noirs subirent des traitements médicaux expérimentaux contre des maladies tropicales. D'autres firent l'objet d'études anthropologiques nazies. D'autres encore, exposés à des tirs à balles réelles lors du tournage, figurèrent dans les films de propagande coloniale<sup>97</sup>.

Dans certains territoires impériaux, les combats se poursuivirent au-delà de l'armistice du 25 juin 1940. Le 22 septembre 1940, le Japon occupa le Tonkin (le territoire le plus septentrional de l'Indochine française) afin de couper une route de ravitaillement vers la Chine. Ce territoire était également riche en ressources naturelles telles l'étain, le charbon et le caoutchouc, et il offrait un emplacement stratégique d'où lancer des attaques contre la Birmanie et la Malaisie. Conscient de l'isolement de la colonie et n'ayant pas réussi à obtenir l'aide militaire des Américains, le gouverneur général français, l'amiral Jean Decoux, négocia un accord avec Tokyo selon lequel le Japon respecterait la souveraineté française en échange de la présence de troupes d'occupation au Tonkin. Cependant, en dépit de cet accord, des troupes japonaises attaquèrent un avant-poste frontalier français à Lang Son dans la nuit du 22 au 23 septembre<sup>98</sup>. Les 150 soldats français qui périrent lors de cette attaque furent les dernières victimes d'une agression étrangère de cette année de tragédie et d'humiliation.

## **L'expérience de la population civile**

De nombreuses menaces pesèrent sur la population civile pendant l'invasion de la France. Les raids aériens, tant allemands qu'alliés, ne faisaient pas la distinction entre les soldats et les civils. En 1940, 3 543 civils furent tués au cours de 210 bombardements aériens, dont 292 lors de



Rokuro Suzuki, consul général du Japon à Hanoi, et Jun Matsumiya, envoyé spécial du Japon, suivis par des officiers français, passent en revue une garde d'honneur japonaise à Haiphong, au Vietnam, le 18 novembre 1940.  
Le Japon respectera la souveraineté française mais en échange de la présence de troupes d'occupation au Tonkin.